

MANIFESTE D'INDUSTRIALL EUROPE EN VUE DES ELECTIONS EUROPEENNES 2019 IL EST TEMPS DE FAIRE PASSER LES TRAVAILLEURS EN PREMIER !

IndustriAll European Trade Union est une fédération de syndicats indépendants et démocratiques représentant les travailleurs manuels et non-manuels dans les industries de la métallurgie, de la chimie, de l'énergie, des mines, du textile, de l'habillement et de la chaussure et autres industries et activités apparentées.

Nous parlons au nom de près de 7 millions de travailleurs et de travailleuses réunis au sein de 177 organisations syndicales affiliées de 38 pays européens.

Nous unissons nos forces afin de mieux protéger et de faire progresser les droits des travailleurs dans nos industries et secteurs.

Nous voulons préserver les réalisations du processus d'intégration européenne : paix et démocratie, accès à une bonne éducation pour tous, sécurité sociale, protection des droits humains, liberté d'expression... Cet héritage ne peut être miné.

Cependant, nous sommes préoccupés par la crise de confiance des travailleurs et des citoyens à l'égard du projet européen. En effet, la crise financière, les politiques de déréglementation autodestructrices, le terrorisme, le Brexit, la crise des réfugiés et l'exclusion sociale sont autant de facteurs qui ont contribué à exacerber les sentiments de populisme, de xénophobie et de nationalisme.

Ces développements ont conduit l'Union européenne à un carrefour : soit cette dernière sera remodelée et réformée en une Europe plus inclusive et plus sociale, soit elle s'effondrera. C'est pourquoi nous appelons tous les travailleurs de l'Union européenne à se rendre aux urnes en mai 2019 et à voter en faveur d'une Europe qui renforce le progrès social, promeut la solidarité, crée des emplois décents et offre une bonne qualité de vie à tous.

Nous demandons la résurgence d'un projet européen basé sur ses valeurs fondamentales, à savoir des valeurs sociales !

NOUS VOULONS UNE EUROPE QUI :

- ☛ défend les droits des travailleurs et garantit la sécurité de l'emploi ;
- ☛ promeut des sociétés équitables et inclusives qui sont ouvertes, respectueuses, diverses et non discriminatoires ;
- ☛ protège les citoyens et lutte contre la pauvreté ;
- ☛ défend les valeurs fondamentales de l'Union européenne : respect de la dignité humaine et des droits humains, démocratie, liberté et égalité ;
- ☛ assure la prise de décisions démocratique et transparente des institutions européennes ainsi que le respect du principe de responsabilité des décideurs politiques européens ;
- ☛ garantit une justice indépendante, lutte contre la corruption et assure le respect de l'Etat de droit ;
- ☛ soutient le modèle social européen qui fait référence dans le monde entier et qui a été bâti par les générations précédentes depuis la seconde Guerre mondiale ;
- ☛ offre des perspectives d'emploi et d'avenir à la jeunesse ;
- ☛ lutte contre le changement climatique en mettant en œuvre les objectifs de développement durable des Nations Unies et l'objectif « zéro émission nette » fixé par l'Accord de Paris ;
- ☛ a l'ambition de préserver une industrie florissante dans ses frontières.

POUR UNE EUROPE AVEC UN AVENIR !

Le projet européen est la meilleure garantie de progrès économique et social à travers le continent. C'est un modèle unique qui est capable de combiner progrès économique et protection sociale et qui est le moteur de la prospérité et de la cohésion sociale. Cependant, il a été affaibli et menacé par des politiques néo-libérales d'austérité et de déréglementation et par des forces populistes et nationalistes qui visent à le démanteler. En tant que mouvement syndical européen, nous nous opposons à :

- ☛ un agenda néolibéral conduisant au dumping social et au démantèlement de la protection sociale ;
- ☛ la discrimination à l'égard des peuples et à la mise en concurrence des travailleurs et des citoyens les uns contre les autres ;
- ☛ la pression sur les travailleurs, les salaires et le dialogue social ;
- ☛ l'augmentation des disparités économiques et sociales entre les régions et les peuples européens ;
- ☛ la précarité et la pauvreté au travail ;
- ☛ l'érosion de la solidarité et à l'utilisation des réfugiés comme boucs émissaires

Nous voulons au contraire que le projet européen redevienne un moteur de progrès social. Pour bâtir un marché commun basé sur la coopération, la solidarité et l'équité et pour faire de l'Europe un lieu où il fait bon vivre pour tous les citoyens, nous devons nous mobiliser et faire entendre nos voix. Par conséquent, industriAll Europe vous appelle plus que jamais à vous rendre aux urnes en mai 2019 et à voter :

Pour une Europe forte, inclusive et démocratique, comme le meilleur moyen de défendre les droits des travailleurs et des emplois décents, protégés par des conventions collectives fortes et octroyant de droits reconnus à la participation.

N'OUBLIONS PAS : SEULS CELLES ET CEUX QUI VOTENT AURONT VOIX AU CHAPITRE !

 **industriAll**
EUROPEAN TRADE UNION

Boulevard du roi Albert II 5/10
B-1210 Bruxelles
+32 2226 0050 ligne centrale

WWW.INDUSTRIALL-EUROPE.EU

MANIFESTE D'INDUSTRIALL EUROPE EN VUE DES ELECTIONS EUROPEENNES 2019

**IL EST TEMPS
DE FAIRE PASSER
LES TRAVAILLEURS
EN PREMIER !**



INDUSTRIALL EUROPEAN TRADE UNION DÉFEND LES GRANDES REVENDICATIONS SUIVANTES :

1. DES EMPLOIS DE QUALITÉ POUR TOUS

Nous avons besoin d'emplois de qualité bien rémunérés, d'une sécurité de l'emploi, de lieux de travail sûrs et sains et d'un haut niveau de protection sociale. Il est temps de mettre fin à une « reprise basée sur des emplois de mauvaise qualité » avec l'augmentation du travail précaire et de la pauvreté au travail. La reprise actuelle offre une occasion unique de remplacer le mantra néolibéral selon lequel « n'importe quel emploi vaut mieux que pas d'emploi » par une stratégie européenne pour « des emplois plus nombreux mais aussi de meilleure qualité ».

IndustriAll Europe revendique :

- 1 un accès pour tous à des contrats standards à plein temps et à durée indéterminée ;
- 2 une revalorisation des salaires qui permet aux travailleurs de l'UE d'obtenir leur juste part de la richesse créée et de soutenir l'économie ;
- 3 la lutte contre les anciennes et nouvelles formes de travail précaire : chaque travailleur doit être couvert par un contrat de travail, le travail flexible et temporaire doit être limité, et le travail doit être prévisible. Il faut empêcher le travail à temps partiel abusif ainsi que les contrats « zéro heure » ;
- 4 la lutte contre la concurrence salariale et les écarts salariaux persistants au sein de l'UE. Le cas échéant, un salaire minimum correspondant à un salaire de subsistance devrait être créé ;
- 5 le renforcement des systèmes de négociation collective qui sont la meilleure manière de lutter contre les inégalités, de garantir de bons salaires et de bonnes conditions de travail au profit du plus grand nombre et non de quelques-uns ;
- 6 la garantie de l'égalité des chances pour tous et la lutte contre la discrimination sur les marchés du travail ;
- 7 la fin de la pauvreté au travail et de l'exploitation des travailleurs ;
- 8 le maintien des travailleurs seniors dans l'emploi ;
- 9 le soutien à une intégration rapide des migrants sur les marchés du travail ;
- 10 la réglementation de la *gig economy* et du travail sur plateforme numérique. Tous les travailleurs doivent notamment bénéficier de bonnes conditions de travail et d'un niveau décent de protection sociale quel que soit leur contrat d'emploi ;
- 11 la garantie d'emploi à tous les travailleurs qui ont perdu leur travail.

2. IL EST TEMPS DE PRENDRE UNE ORIENTATION SOCIALE

Les décennies passées ont été marquées par une augmentation des inégalités salariales et sociales. Les politiques d'austérité et la déréglementation des marchés du travail ont exercé une énorme pression sur nos sociétés. Elles ont engendré du chômage et de la pauvreté. Cette tendance doit s'arrêter. La confiance envers le projet européen ne reviendra que si l'Europe contribue à créer une société plus équitable et plus égalitaire. L'UE doit soutenir une redistribution efficace et équitable de la richesse et des opportunités et mettre les droits sociaux au même niveau que les libertés économiques. Elle doit ainsi devenir une véritable Union sociale au même titre qu'elle est une Union économique.

IndustriAll Europe revendique :

- 1 une mise en œuvre concrète et rapide des principes du Socle européen des droits sociaux ;
- 2 un filet de sécurité sociale fiable qui doit être disponible pour tous les travailleurs à travers l'UE. Ces derniers méritent une protection décente contre les risques sociaux : chômage, santé, âge, accidents au travail ;
- 3 une imposition équitable et progressive des revenus ;
- 4 une égalité salariale et des conditions de travail égales ;
- 5 des retraites décentes à un âge compatible avec une espérance de vie en bonne santé et qui prend en compte la pénibilité et les difficultés des conditions de travail ;
- 6 une lutte contre le dumping social ;
- 7 une fiscalité équitable par des systèmes fiscaux progressifs, une lutte contre l'évitement fiscal et l'évasion fiscale, un système européen de fiscalité des entreprises réprimant les paradis fiscaux et les entreprises « boîtes aux lettres » ;
- 8 un commerce équitable établi par des chapitres forts et applicables sur les droits du travail dans les accords commerciaux bilatéraux, des instruments efficaces de lutte contre les pratiques commerciales déloyales, des règles multilatérales afin de créer une situation équitable en vue d'éviter un nivellement mondial vers le bas.

3. DÉMOCRATIE AU TRAVAIL

La démocratie et la justice sociale ne s'arrêtent pas aux grilles de l'usine ou à la porte du bureau. Dans le cadre du modèle social européen que nous défendons, les travailleurs doivent être impliqués dans chaque décision qui peut affecter l'avenir de leur entreprise, leur emploi et, en fin de compte, leur vie. Pour ce faire, ils ont besoin du soutien de syndicats puissants, qui sont essentiels pour assurer une prospérité partagée, garantir de bonnes conditions de travail et défendre les droits des travailleurs. La démocratie sur le lieu de travail est d'autant plus nécessaire à une époque de transformation massive de nos industries initiée par la mondialisation croissante, la numérisation, l'écologisation et le vieillissement de nos sociétés. Les emplois de milliers d'Européens sont appelés à changer radicalement dans les années à venir.

IndustriAll Europe revendique :

- 1 que les travailleurs puissent anticiper dès que possible et façonner la restructuration massive de nos industries afin d'assurer une transition durable et socialement responsable ;
- 2 que les droits des travailleurs nationaux et européens à l'information, à la consultation et à la participation aux décisions de l'entreprise ainsi que les négociations collectives soient correctement appliqués et renforcés ;
- 3 que toutes les attaques contre les droits fondamentaux des travailleurs à l'information, à la consultation et à la participation, menées au niveau européen et dans plusieurs pays, soient immédiatement arrêtées ;
- 4 que des normes minimums claires à travers l'Europe soient établies afin de garantir que des solutions alternatives soient activement recherchées en vue de prévenir les licenciements et les emplois précaires.

4. FABRIQUONS NOTRE AVENIR

Durant la crise, 4 millions de travailleurs de l'industrie ont perdu leur emploi en raison du comportement irresponsable du secteur financier. Aujourd'hui, il est temps de rétablir les capacités industrielles que nous avons perdues et de lancer une stratégie « Made in Europe 2030 » : un projet commun et ambitieux, capable de créer des emplois industriels grandement nécessaires. L'industrie doit redevenir un moteur de changement social, industriel et environnemental positif.

IndustriAll Europe revendique :

- 1 le renforcement du rôle de l'industrie dans la mise en œuvre de solutions à nos « grands défis sociétaux » (énergie, climat, vieillissement de la société, numérisation, urbanisation). Le développement de nouvelles activités industrielles dans une économie propre en explorant les synergies entre l'économie et le développement durable est probablement le principal défi de notre politique industrielle ;
- 2 la promotion des investissements publics et privés afin de stimuler une croissance économique durable ;
- 3 des plans d'action industriels pour tous les secteurs d'intérêt stratégique ;
- 4 une industrialisation territoriale équilibrée accordant une attention spéciale aux régions moins développées et en transition industrielle ;
- 5 un soutien accru à la recherche et à l'innovation afin de maintenir l'industrie à la fine pointe des développements technologiques. La première application industrielle de ce soutien est à créer dans l'UE ;
- 6 des mesures en matière de politique industrielle et de politique du marché du travail qui permettent d'accompagner les changements structurels résultant de la « décarbonisation profonde » des industries européennes, notamment dans le secteur énergivore, et ce, dans le but de maintenir les emplois ;
- 7 le développement d'une économie circulaire qui crée des emplois supplémentaires dans le recyclage, l'entretien, la réparation, la réutilisation et la refabrication ;
- 8 des réponses aux défis de l'économie numérique tout en y préparant les travailleurs.

5. UNE TRANSITION VERS UNE INDUSTRIE DURABLE QUI NE LAISSE PERSONNE POUR COMPTE

Bâtir une économie durable, circulaire et bas carbone est un objectif sociétal global. Cependant, il crée des enjeux importants qui doivent être traités afin d'éviter des troubles sociaux. L'organisation d'une « transition juste » est au cœur de nos activités. Cet objectif est aussi défendu dans le préambule de l'Accord de Paris qui invite les parties « à tenir compte des impératifs d'une transition juste pour la population active ». Nos ambitions environnementales doivent donc être atteintes par des politiques sociales présentant le même niveau d'ambition. La durabilité environnementale et la durabilité sociale doivent aller de pair.

IndustriAll Europe revendique :

- 1 la mise en place des mesures d'accompagnement nécessaires afin de trouver une solution décente pour chaque travailleur touché par la transition : un renforcement de la formation professionnelle et de la formation et un droit à l'apprentissage tout au long de la vie afin d'assurer le perfectionnement et la requalification des travailleurs, des plans de redéveloppement territorial, un dialogue social qui anticipe le changement, le soutien au repositionnement de la chaîne de valeur des entreprises. Tout ceci requerra un financement substantiel et une coordination européenne ;
- 2 une transition énergétique juste en fixant des objectifs ambitieux en matière d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables, tout en garantissant un approvisionnement sûr et suffisant en énergie aux citoyens et aux entreprises, et ce, à des prix abordables ;
- 3 la protection des industries européennes contre la fuite de carbone (délocalisation des investissements en raison d'une législation environnementale floue ailleurs). Des quotas d'émission gratuits au niveau des 10 % d'installations les plus performantes doivent être garantis

